

## Recherches sociographiques



Fernand DUMONT, *Genèse de la société québécoise*

Sylvie Lacombe

---

Volume 42, numéro 2, 2001

Mémoire de Fernand Dumont

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057463ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057463ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

Lacombe, S. (2001). Compte rendu de [Fernand DUMONT, *Genèse de la société québécoise*]. *Recherches sociographiques*, 42(2), 397–399.  
<https://doi.org/10.7202/057463ar>

ce tragique de l'existence qui fonde, depuis les plus lointaines origines, l'intention de toute éthique.

Luc VIGNEAULT

Département de philosophie,  
Université de Moncton, campus d'Edmundston.

---

Fernand DUMONT, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal Compact, 1996 [1993], 353 p.

La contribution de Fernand Dumont à la sociologie québécoise est si justement reconnue que ses ouvrages sur les idéologies restent incontournables pour quiconque étudie cette société. Comme eux, *Genèse de la société québécoise* procède de la sociologie compréhensive et de l'approche interprétative qui marquent la longue série de ses travaux. Il couronne en quelque sorte l'œuvre en mettant au jour des postulats plus ou moins implicites dans les écrits antérieurs.

À ma première lecture de l'ouvrage, peu après sa parution en 1993, j'y ai vu une brillante et minutieuse étude de cas du processus théorisé par B. ANDERSON selon lequel une collectivité en vient à se concevoir nation, c'est-à-dire telle une « communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine » (ANDERSON, 1996, p. 19). J'ai en effet retrouvé chez Dumont un processus similaire dans la mise en place de ce qu'il appelle « une référence nationale » : ce par quoi une société s'interprète elle-même, s'instituant globalement dans le même mouvement. Suivant cette première lecture, le travail interprétatif de Dumont expliquait pourquoi la société québécoise avait eu tant de mal à « s'imaginer intrinsèquement souveraine » et pourquoi aussi il paraissait impératif qu'elle y arrive : refuser l'indépendance du Québec, c'était ni plus ni moins acquiescer à la minorisation politique du Canada français par l'Angleterre au moment de l'Union des deux Canadas en 1840. Tout commence là, en effet, et ma seconde lecture de *Genèse...* s'est concentrée sur la démarche dumontienne proprement dite.

Chez lui, comprendre une société consiste à retracer par quels chemins elle s'est acquis la capacité d'interpréter son existence, ses origines, à son devenir. Étroitement liée au langage, plus particulièrement à l'intervention du discours, cette faculté est repérable au sein de trois « institutions » : les idéologies, l'historiographie et la littérature. L'espace, toujours mouvant, qu'elles circonscrivent constitue précisément la référence nationale. Or, avant le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la collectivité canadienne-française n'est pas encore véritablement instituée en société : la référence en est absente et la première partie de *Genèse...* explore les obstacles à son émergence.

Les utopies ayant présidé à l'établissement de la Nouvelle-France ont lamentablement échoué parce qu'elles étaient sans lien véritable avec la situation

concrète de la collectivité coloniale (chapitre I). Se structurant lentement mais sûrement par la base, dans les solidarités locales, essentiellement familiales, cette collectivité présente tout de même, vers la fin du Régime français, une relative homogénéité, mais sans intégration globale entre ville et campagne, entre institutions officielles et socialité concrète. Le sentiment d'une identité commune, particulière, est certes présent mais la conscience politique lui fait défaut (chapitre II). La Conquête britannique fera émerger cette dernière, ou du moins mettra en place les conditions de son émergence. Car le projet de l'Angleterre est celui de l'assimilation de la collectivité conquise, laquelle par réaction sera conduite à préciser ses contours, ses aspirations : les élites s'attellent à cette tâche, concurrençant du même coup leurs vis-à-vis canadiennes-anglaises dans la définition de la collectivité. L'antagonisme qui oppose les unes aux autres fait advenir le champ politique proprement dit, celui des idéologies (chapitre III).

Deux sociétés naissantes coexistent désormais, tant sur le plan des structures que sur celui des références qui se mettent progressivement en place. S'élabore ainsi un premier discours sur soi, qui sédimente au plus profond la conscience historique canadienne-française, et reste largement tributaire du discours que porte sur soi le dominant. La notion de « réserve française », version douce d'une assimilation à plus longue échéance, est intériorisée par les élites et engendre le discours de la survivance. Avec l'obtention des institutions représentatives, s'y superpose une seconde couche où s'élabore une définition étroitement politique, voire juridique, de la collectivité, qui reste cependant muette quant à son héritage culturel (chapitre IV). Une troisième couche prend forme avec le discours sur la nation élaboré au début du XIX<sup>e</sup> siècle, et la seconde partie de *Genèse...* analyse les transformations de cette stratification en trois couches de l'imaginaire collectif dans sa confrontation avec les structures objectives de la société dominée. D'abord ripostes aux pressions exercées par la société canadienne-anglaise, les discours sur la nation ne sont pas exempts d'ambiguïtés et d'hésitations ; ils prolongent en fait l'oscillation entre identité politique et identité culturelle (chapitre V). Cependant, l'Union des Canadas (1840) resserre l'étau et consacre le divorce entre ces deux identités, désamorçant du même coup les utopies politiques en simples représentations compensatoires. La responsabilité ministérielle achève ensuite de discréditer le politique en instaurant l'ère du patronage. La socialité élémentaire en ressort consolidée tandis qu'en parallèle, l'Église catholique se saisit du champ déserté pour installer son emprise sur les idéaux canadiens-français (chapitre VI). Dès lors, la survivance englobe tout, colorant les utopies (chapitre VII) comme la mémoire (chapitre VIII). Le nationalisme canadien-français, fondamentalement conservateur, est né de cet échec à concilier culture et politique ; il résulte d'une défaite à dominer la domination. Quant à la mémoire, sous le poids de la survie, elle pervertit en quelque sorte la conscience historique pour en faire une évasion dans le passé. « La genèse de la société québécoise s'achève donc au moment où commence l'hiver de la survivance » (p. 330).

Contre cette brillante interprétation globale, j'ai néanmoins deux réserves à formuler. La première concerne le conservatisme de la société canadienne-française dans lequel je vois plus que le pis-aller résultant d'un échec. Il suppose, en effet, une hiérarchie de valeurs au sein de laquelle la transcendance offerte par la religion

permet, d'une part de préserver la valeur, ou si on préfère l'ordre social – un élément pour le moins décisif dans une société dominée –, et d'incorporer d'autre part le politique, bien que ce soit, il est vrai, au prix de sa subordination en valeur. Sous cet angle, le conservatisme canadien-français devient plutôt une tentative fructueuse de subordonner la domination politique et économique dans laquelle est tenue la société.

Avant de formuler la seconde réserve, soulignons que Dumont montre par ailleurs admirablement bien à quel point l'interaction entre sociétés peut être fondatrice de l'édification de leur référence respective. Cependant, tout se passe comme si cette interaction était unidirectionnelle – ce qu'elle n'est jamais, à mon sens, même au sein d'une relation dominant-dominé – et dispensait en conséquence de retourner le miroir pour saisir la genèse de l'autre société sous l'angle de l'interdépendance qui s'installe. Car le « contexte canadien » s'est en partie constitué de ces interactions réciproques entre Canadiens et Anglais, Canadiens français et Canadiens, Québécois et Canadiens anglais. Tant et si bien qu'il y a peut-être lieu, en regard de ce contexte particulier, de laisser tomber l'analogie entre individu et société conduisant à voir en celle-ci une « entité-en-soi », car on serait plutôt en présence d'« unités-en-relations ». Il faudrait alors élargir le champ de vision pour entrepercevoir que le « contexte canadien » appelle, par sa nature même, une approche comparative ; ce qui laisserait également deviner, au-delà des changements politiques, l'endurance de la rivalité culturelle qui le caractérise.

Sylvie LACOMBE

*Département de sociologie,  
Université Laval.*

ANDERSON, Benedict

1996 *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte. (Traduction française de *Imagined Communities, Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1983.)

---

Fernand DUMONT, *L'avenir de la mémoire*, Québec, Nuit blanche éditeur, 1995, 104 p.

Faire de l'espérance la vertu cardinale de la modernité et de la tradition le chantier des citoyens constitue une proposition surprenante à première vue, mais que Fernand Dumont dénoue de manière à la fois classique et personnelle dans cette plaquette à l'écriture dense et incisive qui reprend les grands thèmes de son œuvre : la culture est un héritage, et l'histoire, comme l'anthropologie, ne peut s'écrire, à rebours de ce que suggère le titre d'un autre de ses livres, qu'en présence de l'homme.

L'ouvrage, une conférence publique de la CEFAN, s'ouvre sur une énigme : les sociétés archaïques, celles que caractérise la centralité de la mémoire, n'ont pas